

Qu'est-ce que cela signifie? Tout simplement que l'Angleterre impose à ses colonies l'obligation de recevoir les produits des pays étrangers aux mêmes conditions que les produits similaires anglais. Ne pourrait-elle pas également faire participer ses colonies aux bénéfices qui découlent de ses traités avec ces mêmes puissances?

En étudiant cet état de choses, l'on se convainc donc facilement que la politique suivie a été la politique de chacun pour soi. Puisqu'il en est ainsi, puisque personne ne nous tend la main, il nous faut donc "veiller nous-mêmes à nos affaires." Tous les ans, nous restons en dette de quinze ou vingt millions. Cette pratique nous a ruinés; il faut changer de tactique et de régime, et voilà pourquoi n'ayant pas été admis aux bénéfices du libre échange que l'Angleterre pratique pour elle seulement avec les autres puissances, nous sommes devenus forcément protectionnistes.

Le gouvernement anglais, qui comprend bien la position, n'hésite pas à nous donner toute latitude à ce sujet. C'est à nous à en profiter. Il y a bien assez d'autres questions à propos desquelles notre état colonial nous impose ou nous imposera d'autres sacrifices. Ainsi, ne sommes-nous pas constamment exposés à faire, pour le bien général de l'empire, des concessions qui peuvent être parfois onéreuses; à l'exemple de la Nouvelle-Zélande, qui a contracté une dette de \$20,000,000, pour soutenir une guerre déclarée par l'Angleterre et avec laquelle la colonie n'avait rien à faire.

En 1864, la surprise des maraudeurs de St. Albans nous coûta quelque \$60,000, que les Etats-Unis réclamèrent de nous pour n'avoir pas su surveiller notre frontière. En 1868, l'invasion féniennne nous coûta un million et demi, que l'Angleterre aurait pu réclamer des Etats-Unis, en vertu du même principe que les Américains auraient dû garder leurs frontières. Les féniens étaient tous sujets américains; ils s'étaient organisés ouvertement dans les limites de la république américaine, avaient acheté leurs armes dans les Etats-Unis. Ils étaient beaucoup plus sous le contrôle de la police américaine que ne l'était l'*Alabama* en pleine mer, et, cependant, jamais l'Angleterre n'a réclamé un sou pour nous des Etats-Unis, parce que les intérêts de l'empire l'exigeaient.

Lors du traité de Washington, il a fallu consentir, dans le but de contribuer au succès de la diplomatie anglaise, à ouvrir nos pêcheries, nos fleuves et nos canaux aux Américains. Nous l'avons fait sans nous plaindre et quoique nous soyons déçus dans l'usage des canaux américains que nous devions obtenir en retour, l'Angleterre ne croit pas devoir travailler à amener les Américains à des idées plus larges. En 1783, les Américains ne demandaient que la navigation de la rivière St. Jean; mais la mère-patrie les accoutumés à obtenir tout ce qu'ils ont voulu avoir. Quand il fut question d'interpréter le traité de 1814, dont les Américains n'étaient pas contents, l'Angleterre en passa facilement par la décision du Czar et consentit à échancre le Canada, en nous faisant perdre une partie du Maine. Mais quand il fut connu que le roi des *Pays Bas*, l'arbitre choisi par la convention de 1824, pour une nouvelle interprétation du traité de 1783, relativement aux frontières, s'était prononcé contre les Etats-Unis, ceux-ci refusèrent d'accepter sa décision et continuèrent à taquiner l'Angleterre jusqu'à ce qu'elle leur eût lâché 8,000,000 d'acres. Par le traité de 1782 seulement, elle a cédé aux Etats-Unis plus de deux cent soixante millions d'acres de terre dans l'Ouest.

Voilà trois fois que l'Angleterre a consenti à tracer la ligne de Pembina.